

Chambre des Représentants

SESSION 1975-1976.

10 MARS 1976

PROPOSITION DE LOI

instituant un congé
pour l'exercice d'un mandat politique.

AMENDEMENTS

PRÉSENTES PAR MM. SCHYNS
ET LENSSENS.

Art. 1 à 5.

Remplacer les articles 1 à 5 de la proposition de loi par
des articles 1 à 7, libellés comme suit :

« Article 1.

La présente loi s'applique aux travailleurs et aux employeurs.

Pour l'application de la présente loi, sont assimilés :

1° *aux travailleurs, les personnes qui autrement qu'en vertu d'un contrat de travail fournissent contre rémunération des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne;*

2° *aux employeurs, les personnes qui occupent les personnes visées au 1°.*

La présente loi n'est pas applicable :

1° *aux membres du personnel des administrations et autres services de l'Etat, y compris les services qui assistent le pouvoir judiciaire;*

Voir :

19 (S. E. 1974) :

- N° 1 : Proposition de loi.
- Nos 2 à 5 : Amendements.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1975-1976.

10 MAART 1976

WETSVOORSTEL

tot instelling van een verlof
voor de uitoefening van een politiek mandaat.

AMENDEMENTEN

VOORGESTELD DOOR DE HEREN SCHYNS
EN LENSSENS.

Art. 1 tot 5.

De artikelen 1 tot 5 van het wetsvoorstel vervangen door
artikelen 1 tot 7, luidend als volgt :

« Artikel 1.

Deze wet is van toepassing op de werknemers en werkgevers.

Voor de toepassing van deze wet zijn gelijkgesteld :

1° *met werknemers, de personen die anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst, tegen loon arbeid verrichten onder het gezag van een ander persoon;*

2° *met werkgevers, de personen die de onder 1° bedoelde personen tewerkstellen.*

Deze wet is niet van toepassing :

1° *op de leden van het personeel van de Rijksbesturen en andere Rijksdiensten, met inbegrip van de diensten die de rechterlijke macht ter zijde staan;*

Zie :

19 (B. Z. 1974) :

- N° 1 : Wetsvoorstel.
- Nos 2 tot 5 : Amendementen.

2° aux membres du personnel des établissements d'enseignement du secteur public et aux membres du personnel enseignant des établissements d'enseignement libre subventionné;

3° aux membres du personnel des organismes d'intérêt public;

4° aux membres du personnel des provinces et des communes et de tous autres organismes visés aux articles 108, 108bis et 108ter de la Constitution;

5° aux membres du personnel des établissements publics subordonnés aux provinces et aux communes;

6° aux membres du personnel des polders et des waterings;

7° aux membres du personnel des services de la Chambre des Représentants, du Sénat et des Conseils culturels visés aux articles 59bis et 59ter de la Constitution, ni aux membres de la Cour des comptes ainsi qu'à son personnel;

8° aux magistrats et aux greffiers de l'ordre judiciaire;

9° aux titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat;

10° aux membres des forces armées.

Art. 2.

§ 1. Les travailleurs qui sont membres d'un conseil provincial, d'un conseil d'agglomération, d'un conseil de fédération, d'un conseil communal, d'une commission de la culture de l'agglomération bruxelloise, d'une commission d'assistance publique, du Conseil de la Communauté culturelle allemande, ou qui exercent la fonction de président d'une de ces institutions ou de membre de leur collège exécutif ont droit à un congé politique afin de remplir leur mandat ou fonction.

§ 2. Le Roi peut, dans les conditions qu'il détermine pour les communes de plus de 100 000 habitants soustraire le bourgmestre, les échevins et le président de la Commission d'assistance publique, à l'application des dispositions de la présente loi.

Art. 3.

Le Roi fixe, pour chacun des mandats ou chacune des fonctions énumérées à l'article 2 et selon des critères et des conditions qu'il détermine :

- soit la durée de la ou des périodes ininterrompues;
 - soit le nombre maximum de jours de travail ou de parties de jours de travail par mois;
- qui sont considérés comme congé politique.

Pendant ce congé politique les travailleurs qui exercent l'un de ces mandats ou l'une de ces fonctions, peuvent s'absenter du travail avec maintien de leur rémunération normale afin de remplir leur mandat ou leur fonction.

Le Roi fixe également le montant de la rémunération normale ou les éléments à prendre en considération pour l'établissement de celle-ci.

Art. 4.

Aux conditions et selon les modalités fixées par le Roi, les institutions visées à l'article 2, remboursent à l'employeur du travailleur qui y remplit un mandat ou une fonction, un

2° op de leden van het personeel van de onderwijsinrichtingen van de openbare sector en op de leden van het onderwijzend personeel van de inrichtingen van het vrij gesubsidieerd onderwijs;

3° op de leden van het personeel van de instellingen van openbaar nut;

4° op de leden van het personeel van de provincies en gemeenten en van alle andere instellingen bedoeld in de artikelen 108, 108bis, 108ter van de Grondwet;

5° op de leden van het personeel van de openbare instellingen die ondergeschikt zijn aan de provincies en gemeenten;

6° op de leden van het personeel van de polders en wateringen;

7° op de leden van het personeel van de diensten van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, van de Senaat en van de Cultuurraden bedoeld in de artikelen 59bis en 59ter van de Grondwet, noch op de leden en het personeel van het Rekenhof;

8° op de magistraten en de griffiers van de rechterlijke orde;

9° op de ambtsdragers bij de Raad van State;

10° op de leden van de krijgsmacht

Art. 2.

§ 1. De werknemers die lid zijn van een provincieraad, een agglomeratieraad, een federatieraad, een gemeenteraad, een commissie voor de cultuur van de Brusselse agglomeratie, een commissie van openbare onderstand, van de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap of die het ambt bekleden van voorzitter van een van die instellingen of lid zijn van hun uitvoerend college, hebben recht op een politiek verlof om hun mandaat of ambt uit te oefenen.

§ 2. De Koning kan, onder de voorwaarden die Hij bepaalt, de burgemeester, de schepenen en de voorzitter van de Commissie van openbare onderstand van de gemeenten van meer dan 100 000 inwoners onttrekken aan de toepassing van de bepalingen van deze wet.

Art. 3.

De Koning bepaalt, voor elk van de mandaten of ambten opgesomd in artikel 2 en volgens de criteria en onder de voorwaarden die Hij vaststelt :

- hetzij de duur van de ononderbroken periode(s);
 - hetzij het maximum aantal arbeidsdagen of gedeelten van arbeidsdagen per maand;
- die als politiek verlof beschouwd worden.

Tijdens dit politiek verlof hebben de werknemers die één van deze mandaten of ambten vervullen, het recht van het werk afwezig te blijven met behoud van hun normaal loon met het oog op het uitoefenen van hun mandaat of ambt.

De Koning bepaalt eveneens het bedrag van het normaal loon of de in aanmerking te nemen elementen voor de vaststelling hiervan.

Art. 4.

Overeenkomstig de door de Koning te bepalen voorwaarden en modaliteiten betalen de in artikel 2 bedoelde instellingen aan de werkgever van de werknemer die er zijn man-

montant correspondant à la rémunération brute majorée des cotisations patronales versées aux organismes de sécurité sociale, pour la période pendant laquelle le travailleur précité s'est absenté du travail afin de remplir son mandat ou sa fonction.

Quand le travailleur exerce un des mandats ou une des fonctions fixés à l'article 2, le montant dont il est question à l'alinéa précédent est précompté sur l'indemnité attachée à la fonction selon des conditions fixées par le Roi sans que ce précompte ne puisse dépasser la moitié de l'indemnité.

Art. 5.

L'employeur qui occupe l'un des travailleurs visés à l'article 2 ne peut faire un acte tendant à mettre fin unilatéralement à la relation de travail pendant la période de l'exercice du mandat ou de la fonction, qui s'étend du 15^e jour précédant l'affichage de l'avis qui fixe la date des élections à la date à laquelle les candidats élus lors des élections suivantes sont installés, sauf pour des motifs étrangers au fait que le travailleur remplit l'un des mandats ou l'une des fonctions énumérés à l'article 2.

La charge de la preuve de ces motifs incombe à l'employeur. Si le motif invoqué à l'appui du licenciement ne répond pas aux prescriptions de l'alinéa 1^{er} ou à défaut de motifs, l'employeur payera au travailleur une indemnité forfaitaire égale à la rémunération brute de 6 mois, sans préjudice des indemnités dues au travailleur en cas de rupture du contrat de travail.

Art. 6.

Toute clause contraire aux dispositions des articles précédents est nulle.

Art. 7.

La présente loi sort ses effets :

a) au 1^{er} janvier 1976 pour les membres d'un conseil provincial;

b) au 1^{er} janvier 1977 pour les autres mandats repris à l'article 2, § 1.^{er}

JUSTIFICATION.

Ces amendements tiennent compte des remarques formulées en commission par les différents membres, de même que des suggestions faites par les membres du Gouvernement.

La notion des bénéficiaires de la proposition de loi est ainsi clairement définie.

Lorsque la charge d'un mandat communal devient trop grande, elle est considérée comme une occupation full-time et le mandataire est donc exclu des dispositions de la proposition de loi.

Tenant compte qu'il n'est pas possible de mettre à charge de la commune p. ex. le remboursement du salaire promérité pendant l'absence au travail pour l'exercice du mandat politique, nous avons repris l'idée d'un précompte à prélever sur l'indemnité qui est payée au mandataire politique.

Etant donné que le montant de cette indemnité peut varier suivant l'importance du mandat, ou encore être modifiée dans le temps, nous proposons de laisser au Roi le soin de fixer le montant de ce précompte.

Enfin nous croyons nécessaire de préciser la date d'entrée en vigueur des dispositions de la proposition de loi, en tenant compte du renouvellement des mandats politiques et des nécessités des mandataires en charge, comme c'est le cas pour les conseillers provinciaux.

G. SCHYNS,
J. LENSSENS.

daat of ambt waarneemt, een bedrag terug dat overeenstemt met het brutoloon, vermeerderd met de werkgeversbijdrage welke aan de instellingen voor de sociale zekerheid werden gestort, voor de periode tijdens welke de werknemer van het werk afwezig is geweest om zijn mandaat of ambt waar te nemen.

Wanneer de werknemer één van de mandaten of ambten bedoeld in artikel 2 uitoefent, wordt het bedrag waarvan sprake in het vorige lid voorafgenomen op de vergoeding welke verbonden is aan de functie volgens de voorwaarden die door de Koning bepaald worden zonder dat deze voorafneming meer dan de helft van de vergoeding mag belopen.

Art. 5.

De werkgever die één der onder artikel 2 bedoelde werknemers tewerkstelt, mag geen handeling stellen die ertoe strekt eenzijdig een einde te maken aan de dienstbetrekking tijdens een periode die loopt vanaf de 15^{de} dag vóór de aanplakking van het bericht dat de verkiezingsdatum vaststelt tot de datum waarop bij de volgende verkiezingen de verkozen kandidaten worden aangesteld, behalve om redenen die vreemd zijn aan het feit dat de werknemer één der onder artikel 2 vernoemde mandaten of functies bekleedt.

Het bewijs van die redenen is ten laste van de werkgever. Indien de voor het ontslag aangevoerde reden niet beantwoordt aan de voorschriften van het eerste lid of bij ontstentenis van redenen zal de werkgever aan de werknemer een forfaitaire vergoeding betalen, gelijk aan het brutoloon van 6 maanden, onverminderd de vergoedingen verschuldigd in geval van beëindiging van een arbeidsovereenkomst.

Art. 6.

Elk beding dat strijdig is met de bepalingen vervat in de vorige artikelen is nietig.

Art. 7.

Deze wet heeft uitwerking :

a) op 1 januari 1976 voor de leden van een provincieraad;

b) op 1 januari 1977 voor de andere mandaten bedoeld in artikel 2, § 1.^{er}

VERANTWOORDING.

Deze amendementen houden rekening met de door de diverse leden van de commissie gemaakte opmerkingen evenals met de suggesties van de leden van de Regering.

Aldus wordt op duidelijke wijze bepaald wie op de voordelen van de wet aanspraak kan maken.

Wanneer het gemeentelijke mandaat te zwaar is, wordt het beschouwd als een volledige betrekking en de mandataris komt derhalve niet in aanmerking voor de bepalingen van het wetsvoorstel.

Gelet op het feit dat de terugbetaling van het loon dat betaald werd gedurende de periode van afwezigheid wegens de uitoefening van een politiek mandaat, onmogelijk ten laste van de gemeente kan worden gelegd, hebben wij de idee overgenomen van een afhouding van de aan de politieke mandataris toegekende vergoeding.

Aangezien het bedrag van die vergoeding kan schommelen naargelang van de belangrijkheid van het mandaat of mettertijd ook kan worden gewijzigd, stellen wij voor het aan de Koning over te laten het bedrag van die afhouding vast te stellen.

Ten slotte geloven wij dat de datum van de inwerkingtreding van het wetsvoorstel moet worden gepreciseerd; daarbij moet rekening worden gehouden met de vernieuwing van de politieke mandaten, alsook met de verplichtingen van de in functie zijnde mandatarissen, zoals dat het geval is voor de provincieraadsleden.